

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

École en danger

La journée d'action du 20 novembre fera-t-elle comprendre à Xavier Darcos qu'il doit enfin négocier et renoncer à ses projets de casse du service public de l'Éducation nationale ?

On peut malheureusement en douter, tant le ministre de l'Éducation nationale cherche systématiquement à minimiser l'ampleur des mobilisations et à provoquer les organisations syndicales. Déjà, la grande manifestation nationale du dimanche 19 octobre aurait dû inciter le locataire de la rue de Grenelle à entendre la colère des enseignants, parents d'élèves, agents administratifs, lycéens et étudiants. Mais le ministre avait tenté de discréditer ce grand rassemblement en soulignant que "97 % des enseignants n'y avaient pas participé".

Pourtant, de la maternelle à l'université, l'ensemble de la communauté éducative

lance un cri d'alarme. Si elle est obligée d'organiser quatre mobilisations par an, ce n'est pas pour le plaisir de manifester ou de perdre des journées de salaires mais bien parce que le gouvernement pousse à la confrontation.

C'est en effet un ras-le-bol général qu'ont exprimé les dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues le 20 novembre. "Aujourd'hui, c'est la journée internationale des droits de l'enfant et nous devons réagir", a souligné le porte-parole de la FCPE. "Nous, parents, devons réagir car nous sommes inquiets pour l'avenir de l'Éducation nationale et pour l'avenir de nos enfants".

"Nous sommes ici pour dire halte aux attaques contre le service public de l'Éducation nationale", a renchéri Daniel Ravasio, secrétaire départemental de la FSU dans le Finistère, le 20 novembre à Brest.

L'objectif du gouvernement est bien de démanteler l'école. Et

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 27/11/2008



**PRESSE
URGENTE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

EN CLAIR !

Avec la généralisation du travail le dimanche, le gouvernement veut nous refaire le coup des heures supplémentaires. En offrant la possibilité de travailler le dimanche, on permet à ceux qui le veulent de gagner plus nous expliquent les ministres de Sarkozy. Voilà donc la seule réponse à la baisse du pouvoir d'achat ? Quelle fuite en avant de la part d'un gouvernement qui se félicite de réaliser 0,1 % de croissance !

En vérité, aucun salarié ne pourra refuser de travailler ce jour-là si son employeur le lui demande. Aujourd'hui, l'interdiction du travail dominical est déjà assorti de nombreuses exceptions qui répondent largement aux besoins des entreprises notamment dans le commerce et l'industrie. Le principe d'une journée de repos hebdomadaire commune au maximum de salariés doit être défendu. L'augmentation du pouvoir d'achat ne passera pas par une nouvelle dérégulation mais plutôt par l'ouverture de négociations salariales entre les partenaires sociaux.

PS 29

Soyons inventifs et innovants

Marc Coatanéa a été élu premier secrétaire fédéral, le 20 novembre, avec 83,65 % des voix. Dans sa profession de foi, il indique de quelle manière il entend assumer cette fonction.

"Après plusieurs mois de réflexions, d'échanges et de débats, j'ai pris la décision de déposer ma candidature au poste de premier secrétaire de la Fédération du Finistère.

Je le fais avec gravité et responsabilité. Cela l'est d'autant plus que l'issue du congrès de Reims n'a pas été, chacun en conviendra, à la hauteur de nos espoirs. Il aurait été souhaitable qu'une majorité claire se dégage. Mais un accord n'a pu être trouvé et nous devons en prendre acte. Cela nous oblige à être encore plus rassembleur dans le Finistère pour poursuivre notre travail car c'est cela qui fait notre force et qui hissera

notre parti à la hauteur de ses responsabilités.

Pour cela, chacun doit être partie prenante du travail collectif dans notre Fédération, à tous les niveaux.



Marc Coatanéa

Je nous y invite, comme je l'ai dit aux délégués fédéraux à Carhaix, en proposant aux autres motions de participer au Secrétariat fédéral.

Confortons et développons nos sections en appui avec les délégués de circonscription ; menons des campagnes d'adhésions chaque année, imaginons des groupes de travail fonctionnant en réseaux ; soyons inventifs et innovants pour que tous participent réellement à la

SUITE PAGE 2

École en danger (suite)

De la maternelle à l'université le service public de l'Éducation nationale est attaqué

... d'abord dès la maternelle. Pour Xavier Darcos, "l'école ne commence qu'à 3 ans". Pourtant, en 2007, 20,90 % des enfants de deux ans étaient scolarisés en France, même si ce chiffre est en baisse constante depuis 10 ans. Mais on constate de très fortes disparités régionales. Avec un taux de 62,10 %, le Finistère est en tête. Ce n'est certainement pas un hasard si l'Académie de Bretagne est aussi celle qui obtient les meilleurs taux de réussite au bac. Mais, pour des raisons à la fois financières et idéologiques, le gouvernement a déposé un projet de loi visant à créer des EPEP (Établissements publics d'enseignement primaire) qui placeront les écoles maternelles et élémentaires sous la tutelle des collectivités locales. Ainsi, l'État se défait de sa mission, mais en plus empêche les enfants qui en ont le plus besoin d'accéder à l'école le plus tôt possible.



2 000 manifestants à Brest, le 20 novembre

La suppression de 3 000 postes dans les RASED (Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté) illustre aussi la volonté du gouvernement de fragiliser encore plus les élèves en échec scolaire.

"Cela signifie que ceux qui connaissent de grosses difficultés ne recevront plus d'aide spécifique", expliquait un enseignant, le 20 novembre, dans la manifestation brestoïse. En effet, dans les RASED, interviennent des enseignants spécialisés dans l'aide pédagogique (maîtres E), dans l'aide rééducative (maîtres G) ainsi que des psychologues. Les élèves pris en charge par les RASED auront le droit à une aide individuelle après l'école ou à midi. "Mais nous avons reçu une formation spécifique pour enseigner à ces élèves. Nos collègues savent bien qu'une aide personnalisée classique ne sera pas suffisante". En outre, "que deviendront les élèves suivis par un psychologue scolaire ?", demandait une enseignante en grève. "Les parents qui en ont les moyens les enverront dans le secteur libéral. Mais les autres ?".

Dernier maillon de la chaîne éducative, l'Université aussi souffre. "L'UNEF est à l'origine de l'intersyndicale qui a appelé à cette mobilisation", explique son président local, Florian Verdenal. "Le budget 2009 prévoit 900 suppressions de postes". Certes, il s'agit essentiellement d'administratifs mais les conditions de travail des étudiants vont encore se dégrader. Sans parler de leurs conditions de vie. "Le pouvoir d'achat des étudiants ne cesse de se dégrader. Pour 35 000 étudiants, la réforme de l'aide sociale s'est traduite dans les faits par une suppression des bourses". A cela il faut ajouter les hausses des droits d'inscription. Et, pour répondre à cette baisse du pouvoir d'achat qui frappe 9 étudiants sur 10, le gouvernement ne propose qu'une solution : la possibilité de s'endetter !

Nicolas Sarkozy avait pourtant semblé comprendre l'urgence d'accorder plus de moyens à l'université lorsqu'il avait évoqué une augmentation de budget de 15 milliards. Mais, aujourd'hui encore, les dépenses par étudiant varient de 8 000 euros lorsqu'ils sont à l'université à 14 000 euros lorsqu'ils sont dans une classe préparatoire. Or, c'est bien dans les premières années de la fac que les étudiants ont besoin d'un meilleur encadrement et de cours en petits groupes.

Cette politique de casse est inscrite dans les budgets que votent depuis 2002 les parlementaires UMP et dans celui que l'Assemblée et le Sénat s'approprient à étudier. 11 500 postes ont été supprimés en 2008. Le projet de budget 2009 prévoit d'en supprimer 13 500. Le Parti Socialiste demande l'abandon des suppressions de postes et l'ouverture immédiate de discussions sur l'avenir du service public de l'Éducation nationale.

Pour défendre les RASED, vous pouvez signer une pétition sur :

www.sauvonslesrased.org.



Daniel Ravasio, de la FSU

Soyons inventifs et innovants (suite)



Marc Coatanéa et Jean-Jacques Urvoas

... réflexion collective... A cet égard, je souhaite accorder une place **essentielle** à la formation des adhérents.

Nous gagnons les élections locales. C'est bien. Et si nous voulons faire du PS le creuset des idées nouvelles, un impératif s'impose à nous. Nous devons réinvestir le mouvement social. En ce sens, je vous propose la mise en place d'états généraux ouverts aux acteurs de la vie publique sur notre département.

Des perspectives nouvelles doivent également se dessiner avec les partis de gauche. C'est à nous qu'il revient d'être à l'initiative d'un espace collaboratif associant ces forces afin d'engager une dynamique pour gagner demain.

Toutes les énergies seront mobilisées

Pour préparer les scrutins à venir, j'entends mobiliser toutes les énergies, les nôtres bien sûr, celles de l'UESR et du MJS aussi, pour nous présenter, forts de notre bilan et de nos propositions.

Dans notre militantisme autant que dans la préparation des échéances, je veillerai à associer tous nos élus. Ils sont en première ligne pour faire face aux coups portés par la droite et déployer des politiques innovantes, au service de la dynamique économique, sociale et environnementale de nos territoires.

Les militants devront être directement associés à la définition des stratégies d'alliances et au choix de la méthode de désignation de nos candidats aux différents scrutins par les principes forts qui sont les nôtres : renouvellement, diversité, non cumul des mandats... J'en prends ici l'engagement : la démocratie interne sera réelle et la décision des militants exprimée s'imposera à tous, légitimement.

Je suis parfaitement conscient du travail accompli depuis huit ans par Jean-Jacques Urvoas. Je suis tout aussi conscient de l'ampleur du défi qui est devant nous. Je m'efforcerai d'être à la hauteur de la confiance que voudrez bien m'accorder."

Marc Coatanéa

Merci Jean-Jacques !

Jean-Jacques Urvoas s'est exprimé pour la dernière fois, en tant que premier secrétaire fédéral, le 8 novembre, à la tribune du congrès de Carhaix.

"Je le fais avec émotion mais sans nostalgie", a-t-il précisé aux 280 délégués présents dans l'amphithéâtre de l'espace Glenmor.

"Ce fut un vrai plaisir d'animer cette fédération pendant 8 ans. Je ne l'ai pas fait comme un apparatchik mais comme un responsable politique qui rend des comptes à l'ensemble des adhérents".

Cependant, "il ne faut jamais s'accrocher à une fonction, aussi passionnante soit-elle".

Dans un clip de quelques minutes, Jean-Jacques Urvoas a retracé ces 8 dernières années au cours desquelles les socialistes du Finistère ont mené dix campagnes électorales (deux présidentielles, deux législatives, une régionale, trois cantonales, un référendum et une européenne), ont organisé dix procédures de désignations et ont participé à quatre congrès (Grenoble, Dijon, Le Mans et Reims).



Jean-Claude Lessard offre le "Dictionnaire critique de la République" à Jean-Jacques Urvoas

Durant cette période, à la tête de trois équipes fédérales différentes, Jean-Jacques Urvoas a animé 45 conseils fédéraux et veillé à la publication de 385 numéros de *Cap Finistère*.

Le congrès de Carhaix lui a rendu un hommage unanime pour son action à la tête de la fédération pendant ces huit années.

Pour l'en remercier, Jean-Claude Lessard, au nom du Secrétariat fédéral, lui a offert le "Dictionnaire critique de la République", "car c'est bien un travail de républicain que tu as effectué en animant la fédération".

Le clip qui retrace les moments forts de la Fédération depuis huit ans est en ligne sur le site de la Fédération : www.ps29.org.



Besancenot : une menace bien réelle

Avec Jérôme Fourquet

Dans une note publiée par la fondation Jean-Jaurès cet été, Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion et Stratégies d'entreprise à l'IFOP, analysait l'évolution de la cote de popularité d'Olivier Besancenot.

Cap Finistère : Pour vous, la popularité d'Olivier Besancenot est d'autant plus solide qu'elle s'est construite progressivement ?

Jérôme Fourquet : D'abord, je tiens à préciser que la popularité, ce n'est pas le vote. Il s'agit d'une condition nécessaire mais pas suffisante. J'ai voulu tordre le cou à l'idée selon laquelle Olivier Besancenot bénéficierait d'une popularité factice, en bulle de savon, créée ex nihilo ces derniers mois grâce à l'emballage médiatique. En fait,

depuis le référendum européen de 2005, régulièrement, sa popularité progresse par paliers. Le mouvement contre le CPE ou la campagne présidentielle de 2007 constituent des étapes. Il engrange des points et ne chute pas. Il recueillait tout de même plus de 60 % d'opinion favorable dans le Baromètre Ifop/Paris Match de mai 2008.

Cap Finistère : Aujourd'hui, est-il l'unique leader de l'extrême gauche ?

Jérôme Fourquet : Il a en effet éclipsé Arlette Laguiller, Marie-George Buffet ou José Bové et s'est nettement imposé comme la voix de la gauche de la gauche.

Cap Finistère : Vous semblez expliquer que les listes de la LCR profitent de l'Union de la gauche.

Jérôme Fourquet : C'est en effet dans cette configuration que la LCR réalise ses meilleurs scores aux élections muni-

cipales. En moyenne, face à une liste de gauche unie, la LCR rassemble 7 % des électeurs. Si plusieurs listes de gauche se présentent, ce score tombe à 3,4 %. Après, c'est au PS d'en tirer les conséquences en matière d'alliances.

Cap Finistère : Le NPA peut-il représenter un danger pour les listes de gauche aux prochaines élections régionales ?

Jérôme Fourquet : Je me garderai bien de faire des pronostics. Cependant, si on se réfère aux résultats des municipales et aux sondages d'opinion, on constate qu'Olivier Besancenot bénéficie d'une dynamique dans une partie de l'électorat de gauche qui peut se reconnaître dans la résistance à Nicolas Sarkozy que veut incarner le dirigeant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) lorsqu'il va à la rencontre des salariés menacés de licenciements ou de délocalisations. Tout porte à croire que ces listes réaliseront des scores plus proches des 8 que de 4 %, score d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2007 dans un contexte où le réflexe de vote utile était très puissant.

3 décembre

Élections prud'homales.

Les résultats des votes du 20 novembre

Inscrits : 2 762
Votants : 1 917
Blancs et nuls : 55
Exprimés : 1 862

Martine Aubry : 661 (35,50 %)
Benoît Hamon : 467 (25,08 %)
Ségolène Royal : 734 (39,42 %)

Marc Coatanéa, candidat pour la fonction de premier secrétaire fédéral, a obtenu 1 560 voix soit 83,65 %.

Les résultats du vote du 21 novembre

Inscrits : 2 762
Votants : 1 890
Blancs et nuls : 48
Exprimés : 1 842

Martine Aubry : 968 (52,55 %)
Ségolène Royal : 874 (47,45 %)

Le collège des secrétaires de section dans le Conseil fédéral

Le Conseil fédéral, qui s'est tenu le 24 novembre à Brest, a procédé à la désignation du collège des secrétaires de section. Pour mémoire, le Conseil fédéral est composé de 60 membres. 40 représentants les motions, et 20 les secrétaires de section.

Nelly Blaize (le Ponant), Francis Breton (Scaër), Vincent Buchet (Loc-Maria Plouzané), Michel Dath (Pont-l'Abbé), Yves Formentin (Châteaulin), Laurence Fortin (Plouviry), Florent Gayte (Guipavas), Karim Ghachem (Quimper), Roland Greuzat (Plourin Les Morlaix), Nadine Guillemot (Gouesnou), Marie-Hélène Jestin (Lesneven), Pierre Karleskind (Brest rive-droite), Jocelyne Laurent (Le Guilvinec Penmarch) Jérôme Le Bigaut (Clohars Carnoët), Danièle Le Bot Ségol (Fouesnant), Bernard Le Bras (Carhaix), Daniel Le Bras (Quimperlé), Jacques Normand (Plouigneau), Yves Quémeneur (Plouzané), Réza Salami (Brest rive-gauche).

Le nouveau secrétariat fédéral

Le conseil fédéral a également adopté la liste du secrétariat fédéral proposé par Marc Coatanéa.

Marc Coatanéa
Jean-Claude Lessard
Jean-Pierre Porée
Jean-Pierre Tandin
Sylvain Elies
Forough Salami
Gaël Le Meur
Florent Gayte
Anne Graziana
Stéphane Riou
Annick Phan
Sylvaine Vulpiani
Anne Maréchal
Jean-Paul Vermot

Représentants du Finistère au BREIS

La fédération du Finistère dispose de 9 délégués dans l'union régionale.

Ses représentants seront :

Pour la motion A :
Bernard Poignant, Andrew Lincoln et Isabelle Melscoet

Pour la motion C :
Marcel Bourdaillet

Pour la motion D :
Sylvain Elies
et Marie-Hélène Jestin

Pour la motion E :
Michel Loussouarn,
Edouard Gaugirard
et Nadine Guillemot

Annonces légales & judiciaires

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE
J. E. G.
Société civile au capital de 1 000 euros
Siège social : 8, rue François Le Duc
29660 CARANTEC
432 583 888 RCS MORLAIX

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'un acte en date du 20 décembre 2007 reçu par Maître FRESSENON, notaire à ANNECY, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 453 000 euros par apport immobilier d'un terrain sis à TALLOIRES -74290- lieudit "Echarvines" pour le porter à 454 000 euros.

Pour avis et mention
La Gérance.

FIDAL, SOCIÉTÉ D'AVOCATS
1, rue Villiers de l'Isle-Adam
22190 PLÉRIN

HALIOS
Société par actions simplifiée
au capital de 306 015 euros
Siège social : 6, rue Lucien Le Lay
ST-GUÉNOLÉ - 29760 PENMARCH
392 515 334 RCS QUIMPER

Suivant décisions des associés du 30 septembre 2008, Monsieur Pierre Yves PESSELIER, domicilié à PLOUMAGOAR (22970), 14, hameau du Runiou, a été nommé commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Monsieur Hervé GUILLOU dont le mandat était arrivé à expiration.

Pour avis.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date à Penmarc'h du 18 novembre 2008, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination :
SANTI EL MAR PROMAC

Siège social : 544, rue du 8 mai 45 - 29760 PENMARCH.

Objet : Société Négoces spécialisée dans le commerce de ressources maritimes.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 600 euros.

Gérance :
- Monsieur MCCARTY Patrick - 544, rue du 8 mai 1945 - 29760 PENMARCH.

- Mademoiselle Maryline LE MOAL - Buzon 1118 - Urb Agua Viva Park 1711 VIDRÉREZ - Espagne.

Immatriculation : Au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Pour avis :
Les représentants légaux.

SELARL Marcel HASCOËT
au capital de 7 624 euros
20, quai du Commandant-Malbert
29200 BREST

Tél. 02 98 80 02 64 - Fax : 02 98 43 18 46

SOPACRE
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 386 100 euros
Siège social : Pont-Ar-Bled
29800 PLOUÉDERN
450 150 420 RCS BREST

Aux termes de décisions en date du 30 octobre 2008, l'associée unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société par application de l'article L.223-42 du Code de Commerce.

Pour avis.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.